

ROYAUME DU MAROC

REGION FES MEKNES



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

(Séance publique)

N°60/RFM/2018

RELATIF A :

**La Réalisation d'une Étude d'Organisation de
l'Administration de la Région de FES-MEKNES**

REGLEMENT DE CONSULTATION

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	2
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	2
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES.....	2
ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES	3
ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	6
ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	7
ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS	7
ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	7
ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS	7
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATIONDES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 15 : EVALUATION DES OFFRESTECHNIQUES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	13
ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	14

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N° **60/RFM/2018** ayant pour objet : **La Réalisation d'une Étude d'Organisation de l'Administration de la Région de FES-MEKNES.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article n°17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics. Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et les autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est représenté par Monsieur **le Président du Conseil de la Région de Fès-Meknès.**

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
 - Les personnes indiquées à l'article 68 de la loi organique relative aux régions 111-14.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) est soumis aux dispositions du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

L'appel d'offres s'adresse à tous les prestataires. Ces derniers sont invités à soumissionner individuellement ou à se grouper conjointement ou solidairement.

Le prestataire désignera un chef de file qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'Administration.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article n° 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

1. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret précité ;
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.

2. Pour le concurrent auquel est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret précité :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit en nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;

- L'acte par lequel la personne habilitée déléguant son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B. LE DOSSIER TECHNIQUE

1- Les entreprises installées au Maroc

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du **Certificat d'agrément** suivante :

- domaine d'activité : **D13 (Études générales).**

2- Les entreprises non installées au Maroc

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

- Les attestations de références ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25-II du décret n° 2-12-349 précité.

C. L'OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser la prestation selon une procédure technique avantageuse. L'évaluation de la qualité technique se fera sur la base de plusieurs critères, notamment :

I. Qualification du prestataire. Elle englobe :

- a. La capacité financière du soumissionnaire (chiffre d'affaires moyen des trois dernières années).
- b. Ancienneté du soumissionnaire (nombre d'années de création de l'entreprise).
- c. Références du soumissionnaire : Expériences et prestations similaires réalisées pour des organismes reconnus.

II. Ressources humaines affectées au projet :

Le candidat doit préciser les intervenants qui seront affectés à la réalisation de la prestation.

Elle sera formée comme suit:

1. Un Chef de projet avec une expérience d'au moins 6 ans en conseil en Stratégie et en Organisation ;
2. Un consultant Expert en Organisation justifiant d'une expérience de 5 ans minimum.
3. Une équipe de 3 à 5 experts justifiant d'une expérience de 5 ans minimum dans les domaines d'expertise suivants : **Stratégie, Gestion de la Performance, Formalisation des procédures, Gestion des Ressources Humaines;**
4. Un Expert en **Système d'Information** justifiant d'une expérience de 5 ans minimum.

N.B : le soumissionnaire qui ne désignera pas les profils (1) et (2) énumérés ci-dessus sera éliminé automatiquement.

Cette équipe sera évaluée en fonction de la qualification de ses membres et particulièrement de leurs expériences dans la réalisation des projets similaires.

- Le candidat doit joindre les CV des intervenants. Ceux-ci doivent être datés et signés par les intéressés et le soumissionnaire. Ils doivent être accompagnés des copies des diplômes certifiés conformes aux originaux.
- Tout CV non signé, daté ou non accompagné de copie de diplôme certifié conforme à l'original ne sera pas pris en considération lors de jugement des offres techniques.
- Les consultants affectés au projet ne peuvent être remplacés qu'après accord écrit de l'Administration du Conseil Régional. Les raisons du remplacement doivent être dûment justifiées et acceptées par l'Administration du Conseil Régional.

III. Méthodologie et démarche proposée pour la prestation :

Les concurrents doivent présenter une note technique résumant une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. À cet effet, ils doivent fournir les pièces suivantes : dûment signée par le concurrent, présentant :

- La reformulation du besoin exprimé par le maître d'ouvrage, montrant la compréhension du contexte et des objectifs de l'étude;
- La **méthodologie proposée** illustrant le **contenu des phases** et **leurs articulations** pour assurer la réalisation de l'étude objet du présent appel d'offres et garantir la fiabilité des **résultats**;
- Le **planning** détaillé envisagé par le concurrent pour l'exécution de l'étude dans les délais fixés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS);

D. L'OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix-détail estimatif

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;

- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du Bordereau des prix global et décomposition du montant global ;
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 19 du décret relatif aux marchés publics, et exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif celui-ci est publié conformément à la disposition de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de 10 jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres lancé en **lot unique**.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du **Service des Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés Publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignement concernant l'appel d'offres ou les documents y afférent. Cette demande n'est recevable que si

elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués aux demandeurs et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement des concurrents. Toutefois, lorsque la dite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offre lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient trois enveloppes :

La première enveloppe : contient les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le présent règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention "**Dossiers administratif et technique**".

La deuxième enveloppe : Contient l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**Offre technique**".

La troisième enveloppe : contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention "**Offre financière**".

Ces trois enveloppes doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité **et celles de l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics**, les plis sont au choix des concurrents:

- 1- soit déposer contre récépissé leurs plis **sur support papier** dans **le bureau du Service des Marchés de la région Fès Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au **bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès** ;
- 3- **soit transmettre par voie électronique au maitre d'ouvrage** ;
- 4- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, **ou par le biais du certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique**.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, **et de l'article 10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 précité**.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38 et 39 du décret n° 2-12-349 précité.

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, techniques et l'offre technique de chaque concurrent.

ARTICLE 15 : EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES DES CONCURRENTS

La procédure de jugement des offres techniques des concurrents s'établit successivement suivant les phases ci-après :

Première phase : L'analyse des offres techniques

L'évaluation de la qualité technique concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques. Une note technique (**Nt**) sur 100 sera attribuée à chaque concurrent et prendra en considération les éléments composant son offre technique, selon la formule suivante :

$$NT = N1 + N2 + N3 + N4 + N5$$

Avec N1, N2, N3, N4 et N5 les critères d'évaluation définis sur le tableau ci-après.

	Critères d'évaluation	Règles de notation	Pièces de référence
A. <u>Qualifications du Prestataire</u> (Max 30 Points)			
N1	<u>Chiffre d'affaires du Soumissionnaire:</u> (10 Points Max) La capacité financière du soumissionnaire (Chiffre d'affaires global 2015, 2016 et 2017).	M= moyenne des CA (2015, 2016 et 2017) • 10 points , si M >à 5.000.000 DH • 6 points , si M entre 1.000.000 DH et 5.000.000 DH ; • 3 points , si M <1.000.000 DH	Attestation du chiffre d'affaire délivrée par l'administration fiscale, ou équivalent pour les sociétés étrangères.
N2	<u>Ancienneté du soumissionnaire</u> : (nombre d'années de création de l'entreprise) : 5 Points.	• 5 , si ancienneté >=5 ans ; • 3 si ancienneté est entre 2 ans et 5 ans ; • 0 , si ancienneté <2 ans	Registre de commerce, ou équivalent pour les sociétés étrangères
N3	<u>Références du Soumissionnaire et Certifications</u> : 15 points L'affectation de cette note tiendra compte de la fourniture par le Soumissionnaire d'au moins une attestation délivrée par un maître d'ouvrage prouvant qu'il a réalisé des Prestations similaires (en objet et en montant) à celles faisant l'objet de la présente consultation sur les 3 dernières années dans des projets d'Organisation . Aussi seront comptabilisés les certifications reconnues à l'échelle internationale dans le domaine de gestion de projet en Organisation ou de gestion des Ressources Humaines.	<u>Attestations (4 points par attestation valable plafonnée à 12 points)</u> <u>Certifications (1 points par Certification valable plafonnée à 3 points)</u> • ISO 9001 pour le Management de la qualité. • Certification dans la méthodologie PRINCE 2. • Autres certifications.	Les attestations de références ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
B. <u>Qualification de l'équipe proposée pour la réalisation des prestations</u> (35 points)			

N4	<p>Le caractère particulier des prestations exige de la part du prestataire un soin très particulier qui ne peut être garanti que si le personnel affecté à ces prestations a une expérience confirmée dans l'exécution de prestations de même nature pour des organismes reconnus.</p> <p><u>Ce personnel comprendra obligatoirement :</u></p>	<p><u>Chef de projet (9 points max)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir un diplôme d'au moins Bac+5 en Organisation (2 points). • Avoir 6 ans d'expérience minimum en Conseil en Organisation (3.5 points); • Une expérience d'au moins 2 ans en tant que chef de projet pour des projets similaires à celui du présent marché (2 point). • Avoir une Certification en Gestion de Projet – PMP. (1 point). • Avoir une Certification PMI- RMP (Risk Management Professional). (0.5 point) 	Attestations confirmant les compétences exigées ainsi que les expériences à justifier
		<p><u>Un consultant expert en organisation (5 points max)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir un diplôme minimum Bac+5 en GRH (1.5 points). • Avoir une expérience de cinq ans minimum en tant que consultant en projets d'Organisation (1.5 point). (Un point de plus sera attribué pour toute année d'expérience en Organisation supplémentaire plafonnée en 2 points). 	Attestations confirmant les compétences exigées ainsi que les expériences à justifier
		<p><u>Une équipe de 3 à 5 de consultants experts (16 points max)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir un diplôme minimum Bac+5 en : <ul style="list-style-type: none"> - Gestion de la Performance (1 point). - Conseil en Stratégie (1 point). - Gestion des Ressources Humaines (1 point). - Formalisation des procédures (1 point). <p>N.B : Chaque discipline proposée par le soumissionnaire dans cette équipe sera comptabilisée une seule fois, Aussi chacun des candidats sera noté une seule fois même s'il dispose de plusieurs diplômes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience d'au moins 5 ans en tant que consultant dans l'une des disciplines cités ci-dessus, (3 points plafonnée à 12 points) 	Attestations confirmant les compétences exigées ainsi que les expériences à justifier

		N.B : pour chaque membre de l'équipe proposée une seule expérience est comptabilisée. Même si deux membres possèdent cette expérience dans une même discipline, elle sera comptabilisée une seule fois.	
		<u>Un Expert en systèmes d'Information (5 points max)</u> <ul style="list-style-type: none"> Avoir un diplôme minimum Bac+5 en Informatique. (1 point). (s'il possède un diplôme d'ingénieur il sera noté d'un point et demi). Avoir au moins 5 ans d'expérience en management des Systèmes d'information 2 points (0.5 point de plus sera attribué pour chaque année d'expérience supplémentaire plafonnée à 1 point). Avoir une certification en ITIL v3 (0.5 point). 	Attestations confirmant les compétences exigées ainsi que les expériences à justifier

C. Méthodologie et démarche proposées (Max 35 Points)

N5	<p>L'affectation de cette note tiendra compte trois variables :</p> <ul style="list-style-type: none"> La reformulation du besoin exprimé montrant la compréhension du contexte et des objectifs de l'étude; L'adéquation entre la compréhension et la méthodologie du travail, la pertinence de la démarche proposée et de l'organisation de la structure mise en place. La proposition d'une méthodologie illustrant le contenu des phases et leurs articulations pour garantir la fiabilité des résultats; le Planning d'exécution de la prestation. <p><u>La non production de ce document entraine l'élimination du Soumissionnaire.</u></p>	<u>Reformulation du besoin</u> <ul style="list-style-type: none"> 10, la reformulation du besoin est très claire et adéquate avec les attentes du maître d'ouvrage. 0, si la reformulation du besoin n'est pas assez claire et ambiguë. 	
		<u>Méthodologie et Plan de Travail</u> <ul style="list-style-type: none"> 20, plan de travail détaillé, méthodologie de travail pertinente et bonne cohérence entre les compétences et les missions. 5, plan de travail non détaillé, insuffisamment détaillé et/ou incohérence entre les compétences mobilisées et les missions du marché. 	
		<u>Planning</u> <ul style="list-style-type: none"> 5, si le planning proposé détaillant de façon très précise l'ensemble des prestations et missions du marché et conforme avec le délai du marché. 2, si le planning proposé ne détaillant pas l'ensemble des prestations et missions du marché et non conforme avec le délai du marché. 	

À la fin de cette phase, chaque soumissionnaire recevra une note technique qui sera sur 100.

Les soumissionnaires ayant obtenu une note technique inférieure à 70 seront éliminés. Leurs offres financières ne seront pas ouvertes.

Les soumissionnaires ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 seront retenus pour l'ouverture des offres financières.

Deuxième phase : L'appréciation de l'offre financière

Une note (**Nf**) sur 100 relative à l'offre financière sera attribuée aux concurrents retenus à l'issue de la première phase.

La note financière (Nf) est établie en fonction de la formule suivante : **$Nf = (P0/P) \times 100$** .

Avec :

P0 : L'offre financière la moins disante.

P : L'offre financière proposée par le concurrent.

Troisième phase : L'évaluation générale

La note générale (**Ng**) de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (**Nt**) et la note financière (**Nf**) pondérées respectivement par les coefficients de 80% pour l'offre technique et de 20% pour l'offre financière.

$$Ng = 0,8 \times Nt + 0,2 \times Nf$$

Cette évaluation générale permet d'établir le classement définitif des concurrents selon les valeurs obtenues de la note globale (**Ng**). L'offre à retenir sera celle qui aura obtenu la note globale (**Ng**) la plus élevée.

NB : La commission peut convoquer, par écrit, les soumissionnaires auprès desquels elle juge nécessaire d'obtenir tout éclaircissement sur les offres ; ces éclaircissements, à formuler par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les plis.

ARTICLE17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES


Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-

Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

Réservé au Concurrent	Réservé au Maître d'Ouvrage
(Lu et accepté) Signature : A: Le :	 A :le :31 AOÛT 2018